

La semaine où la démocratie est morte

990

Référendum britannique, après-attentat de Nice, tentative de coup d'État en Turquie, investiture de Trump... Cet été, des jours sombres auront montré comment le gouvernement par le peuple –assailli d'un côté par des populistes illibéraux et de l'autre par des élites non démocratiques– est au bord de l'extinction

Yascha Mounk, traduit par Peggy Sastre — 23.08.2016 - 6 h 34, mis à jour le 23.08.2016 à 15 h 43

Il y a des années, et même des décennies, où l'histoire ralentit jusqu'à la torpeur. Et puis il y a des semaines si chargées qu'elles semblent marquer la désintégration d'un ordre mondial apparemment immuable et en présager un autre encore inconnu.

La semaine du 11 juillet 2016 a toutes les chances de rester dans les mémoires comme une de ces rares tornades à la signification aussi condensée que chaotique. Les forces centrifuges qui menacent les systèmes politiques à travers le monde se sont sans doute réveillées voici une décennie et elles ont probablement gagné en vitesse ces douze derniers mois, mais jamais, depuis la chute du Mur de Berlin, n'avaient-elles ébranlé tant de lieux en si peu de temps –et mis en lumière les failles du régime technocratique, le terrifiant essor de redoutables populistes et la menace existentielle marquée par le terrorisme islamiste, le tout en l'espace de sept minuscules jours.

A première vue, une crise politique à Londres, un attentat terroriste à Nice, un putsch manqué à Ankara et un orateur verbeux en passe de devenir le candidat républicain pour la présidentielle américaine ont tout l'air d'être les apogées dramatiques de scénarios très différents et quasiment indépendants les uns des autres. A mes yeux, il s'agit de petits bouts de verre bariolés composant une seule et effarante mosaïque. Regardés à la bonne distance, ils vous racontent l'histoire d'un système politique, la démocratie libérale, dominant depuis longtemps le monde –et aujourd'hui en proie à une lutte épique pour sa propre survie.

Dislocation de l'Union européenne

Au début de cette semaine-là, tous les yeux étaient tournés vers le Royaume-Uni. Les Britanniques venaient de voter leur départ de l'Union européenne, un référendum aux résultats imprévus dont l'onde de choc était en train de se répandre sur l'ensemble du continent. Mais lorsque David Cameron démissionna de son poste de Premier ministre, que les promesses du camp du «Leave» partirent en fumée, que la livre sterling plongea, que les premières entreprises annoncèrent des licenciements et que des électeurs se firent visiblement de plus en plus nombreux à regretter leur choix, on eut l'impression que les élites allaient réussir à manigancer un subtile subterfuge. Leur ingénieure en chef s'appelait Theresa May, prudente partisane du «Remain» et rapidement devenue l'une des principales candidates à la succession de Cameron.

Des espoirs anéantis dès le lundi matin, quand May apparut à Birmingham et révéla son programme lors d'un discours ayant visiblement été rédigé sur un coin de table. «Le Brexit», jura-t-elle dans l'une des plus belles tautologies politiques de l'histoire récente «signifie le Brexit». Si May devenait Premier ministre, elle allait faire sortir son pays de l'UE –et faire plonger le projet politique le plus marquant de l'Europe d'après-guerre dans une crise existentielle.

Lorsque Big Ben sonna les douze coups de midi, Andrea Leadsom, ultime concurrente de May dans la course à la présidence du Parti conservateur et à la tête du pays, avait déjà baissé les armes. En moins de 48 heures, May allait s'agenouiller devant la reine et devenir la seconde femme Premier ministre de l'histoire du Royaume-Uni. Ses choix gouvernementaux, annoncés le mercredi, prouvèrent qu'elle n'était pas là pour plaisanter. Avec des eurosceptiques de la trempe de Boris Johnson et de David Davis nommés à des portefeuilles stratégiques, les dernières miettes de doute

sur son engagement allaient être balayées. La Grande-Bretagne quitterait l'Union européenne et l'ordre européen scellé au sortir de la Seconde Guerre mondiale faisait un pas de plus vers la dislocation.

Guéguerre partisane sur les cadavres de Nice

Le jeudi 14 juillet, la France célébrait sa fête nationale. Après dix-huit mois pénibles, qui avaient vu le pays être frappé par deux attentats terroristes d'envergure, la Nation saisissait l'occasion de réaffirmer son engagement en faveur de la liberté, de l'égalité et de la fraternité. Lors de son interview élyséenne annuelle, François Hollande annonça la fin prochaine de l'état d'urgence, mis en place au lendemain des sanglants attentats de novembre. Sur les plages de Nice, juste en dessous de la légendaire Promenade des Anglais, villégiature des élites européennes depuis quasiment deux siècles, des dizaines de milliers de personnes s'étaient rassemblées pour admirer un feu d'artifice illuminant le ciel nocturne de bleu, de blanc et de rouge.

Lorsque les feux s'éteignirent et que la ville retourna à sa foisonnante humanité –des jeunes et des vieux, des riches et des pauvres, des Français et des étrangers, des chrétiens, des musulmans et des juifs–, un camion de la mort fonça sur la foule compacte de la Promenade. Son chauffeur zigzagua, tira sur les promeneurs, tua à l'aveugle, au plus abject. Quand le poids lourd s'immobilisa, 86 personnes étaient mortes ou en train de mourir.

Les citoyens français «sont un peu plus près de céder à la tentation d'une réaction autoritaire»

Art Goldhammer

Dix-huit mois plus tôt, quand des terroristes avaient passé à la kalachnikov les bureaux de Charlie Hebdo et massacré des clients d'une épicerie casher à l'est de Paris, la solidarité de la classe politique française avait tenu à peu près une semaine. Cette fois-ci, la guéguerre partisane était déjà relancée à peine les cadavres refroidis.

Marine Le Pen railla François Hollande pour sa révocation bien malvenue de l'état d'urgence et accusa le gouvernement d'avoir lamentablement échoué dans sa lutte contre Daech. Une invective qui eut un écho certain. A chaque attentat, les citoyens terrorisés «sont un peu plus près de céder à la tentation d'une réaction autoritaire», allait mettre en garde Art Goldhammer, l'un des observateurs américains les plus perspicaces de la situation française. Si l'élection de Marine Le Pen au printemps prochain était encore inimaginable il y a peu, il «devient de plus en plus concevable» qu'elle puisse, le 14 juillet 2017, se tenir derrière le pupitre élyséen lors de l'adresse aux Français.

Le «cadeau de Dieu» offert à Erdogan

Dans la nuit du vendredi 15 au samedi 16 juillet, alors que les tensions commençaient à poindre dans la classe politique française, les premières explosions déchirèrent la quiétude d'une Ankara assoupie. Encore un attentat terroriste, conclut prestement le bon peuple de Twitter. Mais en réalité, la pièce qui allait se jouer devant les yeux du monde n'avait rien à voir avec le djihadisme: ce n'était qu'un bon vieux coup d'État à l'ancienne contre le président Recep Tayyip Erdogan, mis au goût du jour et des réseaux sociaux par son appel désespéré sur FaceTime suppliant les Turcs de descendre dans les rues pour venir à sa rescousse.

Les conjurés, même ceux que les autoproclamés experts ès coups d'État de CNN allaient immédiatement marquer du sceau de l'incompétence, avaient au moins l'avantage de la surprise. Dans les premières heures, des tanks furent postés autour de l'aéroport Atatürk et des locaux de la chaîne de radio et de télévision nationale. Erdogan, célèbre pour sa bouffissure, en fut réduit aux hauts-parleurs de l'iPhone d'une présentatrice télé pour s'adresser à la nation; selon les rumeurs, il était déjà sur la voie de l'exil, vers l'Allemagne ou peut-être même le Royaume-Uni. Contrairement

à ce qu'avaient pu estimer les observateurs, l'élite laïque turque conservait encore suffisamment de pouvoir pour mener une opération de la dernière chance contre l'islamisation rampante du pays ourdie par Erdogan et, grâce à la puissance des F16 de l'armée, son entreprise semblait s'orienter vers le succès.

Puis le vent commença à tourner. Lors de son intervention suivante, Erdogan s'exprima devant de vraies caméras, le poil bien plus reluisant. A son invite, des dizaines de milliers de Turcs descendirent dans les rues pour défendre la démocratie, jurer allégeance à leur tribun ou réclamer leur droit d'imposer leur religion à autrui, voire les trois à la fois. Le gros de l'armée se retourna contre les conspirateurs, les partis d'opposition condamnèrent le putsch, comme le firent Angela Merkel et Barack Obama –dès qu'ils furent en mesure d'accorder au maintien au pouvoir d'Erdogan une probabilité relativement forte.

A l'aube, une dictature militaire avait été évitée. Mais la démocratie libérale n'était pas pour autant saine et sauve. De retour sans encombre à Istanbul, Erdogan qualifia le coup d'État de «cadeau de Dieu» et se fixa pour tâche de purger le pays de tout individu qu'il suspectait de déloyauté. Dans l'avalanche d'arrestations, et les milliers de juges démis de leurs fonctions, certains avaient probablement mis la main au complot, mais pour la plupart, leur crime n'était qu'en pensée, pas en acte. La Turquie venait donc d'assister à deux coups d'État en moins de 48 heures: le premier, rébellion avortée de factions de l'armée contre le régime proto-autoritaire d'Erdogan, et le second, purge réussie de tous ceux qui, un jour, auraient pu mettre en péril la position du président, que ce soit par le canon d'un fusil ou l'urne d'un bureau de vote.

Trump, l'homme qui fait son business des événements dramatiques

Parce qu'il ne laisse jamais rien ni personne freiner son petit business, et ce même s'il s'agit d'événements dramatiques, Donald J. Trump aura célébré tous les développements et les rebondissements de Londres, Nice et Ankara. Quand les Britanniques font le choix du Brexit, il les félicite pour avoir «repris leur pays» et promet de «faire exactement la même chose le jour de l'élection présidentielle de 2016, ici aux États-Unis». Lorsqu'il apprend la nouvelle de l'attentat de Nice, ce qui lui saute aux yeux, c'est une occasion de réaffirmer son hostilité à l'immigration des musulmans. «Quand allons-nous comprendre?», tweete-t-il le jeudi soir, «la situation ne fait qu'empirer». Même le coup d'État en Turquie devient une «nouvelle démonstration des échecs d'Obama-Clinton. Il vous suffit de regarder», déclare-t-il le samedi, lors de sa conférence de presse annonçant son choix de Mike Pence pour colistier. «Le moindre truc qu'ils ont touché s'est transformé en problème horrible, horrible et périlleux».

AFP / JEFF SWANSEN.

L'argumentaire de Trump est simplissime: les problèmes auxquels font face l'Amérique sont historiquement graves. Mais ils sont le résultat de l'incompétence, de la corruption ou de fausses loyautés. Et ils seront facilement résolus dès qu'un dirigeant solide, patriote et incorruptible –un gars comme Trump, en résumé– prendra le pouvoir. Il n'y a que lui, et personne d'autre, pour trouver la solution aux «périlleux problèmes» qui ont pu caractériser cette terrible semaine.

C'est la fusion providentielle du peuple et de son leader –la foi en une délivrance collective d'un monde obscur que seul un porteur authentiquement pur de la voix du peuple est capable d'amener– qui est à la base de son pouvoir de séduction. Et c'est son incapacité, tout à fait liée, à admettre ses erreurs, ou l'existence de conflits d'intérêts légitimes dans une démocratie, ou la nécessité d'un contrôle du pouvoir de la présidence par d'autres institutions, qui en fait un homme particulièrement dangereux.

Jamais l'égotisme inhérent au phénomène Trump n'aura été plus manifeste que lors du blitz médiatique de l'annonce de son colistier. Durant la conférence de presse du samedi 16 juillet, première apparition en public des deux hommes, Trump n'a quasiment pas pu aligner deux phrases de suite sur Pence, tout occupé qu'il était à porter aux nues ses propres opinions, entrelacées de quelques compliments de pure forme sur son possible vice-président, lus directement d'une fiche que personne ne se donnera la peine de camoufler.

Dimanche, rebelote. Lorsqu'on demande à Pence quel vice-président il compte être lors d'une interview commune dans l'émission «60 Minutes», Trump répond à sa place. Lorsque Pence glorifie Trump pour sa capacité à parler avec son cœur, Trump le coupe une nouvelle fois: «Bon, je parle avec mon cœur et mon cerveau, que les choses soient claires.» Mais le meilleur moment de l'interview, et le plus révélateur, interviendra lorsque le journaliste laisse entendre que Trump «n'est pas connu pour son humilité». «En fait, je pense être quelqu'un de très modeste», répondra Trump. «D'une telle modestie qu'elle dépasse sans doute votre entendement.»

La démocratie libérale attaquée

Ce qu'il y a de réellement effrayant chez Donald Trump, ce n'est pas le fait qu'il soit unique en son genre. C'est, au contraire, qu'il est loin d'être exceptionnel. Dans une république prospère et tapageuse de 300 millions d'habitants, les petites brutes en smoking et autres amateurs du caniveau ne manquent pas. La nouveauté, ce n'est pas l'existence d'un populiste disposé à se faire l'écho de sentiments bien moches, c'est qu'une masse d'électeurs soient si dégoûtés par la classe politique, et si désillusionnés par l'état dans lequel se trouvent les institutions nationales, qu'ils sont prêts à voter pour un type aussi dégueulasse.

En fin de compte, les outrances et les idées farfelues de Trump importent bien moins qu'il ne pourrait le croire. Il n'est rien d'autre qu'un figurant de plus dans un film d'horreur en cours –le bénéficiaire le plus visible d'un changement d'époque dont les racines remontent bien avant son entrée en politique et dont les conséquences continueront à modeler nos sociétés bien après son départ en retraite dans l'un de ses nombreux palais.

Parmi les démocraties riches et installées d'Amérique du Nord et d'Europe occidentale, bon nombre ont assisté ces dernières années au fulgurant essor de personnalités politiques qui n'ont peut-être pas le bagout et la cuistrerie de Trump, mais qui lui ressemblent sur bien d'autres aspects: Marine Le Pen en France, Frauke Petry en Allemagne, Geert Wilders aux Pays-Bas et la plupart des chefs de file du Brexit au Royaume-Uni. Des individus qui, eux aussi, font leur beurre d'un niveau de colère rarement atteint par les démocraties libérales ces cinquante dernières années. Qui promettent aussi de parler pour le petit peuple, de débarrasser leur pays d'une élite politique corrompue et de remettre les minorités religieuses et ethniques aujourd'hui (censément) trop chouchoutées à leur vraie (et subordonnée) place. Qui, eux aussi, n'auraient aucun scrupule à envoyer valser les institutions politiques libérales que sont un système judiciaire indépendant ou la liberté de la presse si jamais elles venaient entraver la volonté du vrai peuple. Ensemble, ils construisent un nouveau type de régime politique qui, lentement, est en train de prendre son envol: la démocratie illibérale.

Leurs détracteurs reprochent souvent à Trump, Le Pen et consorts leur antidémocratie. Mais c'est une erreur de jugement, à la fois sur leurs priorités et sur les raisons de leur attrait. Globalement, leur foi dans la volonté du peuple est réelle. Leur première objection au statu quo est, assez simplement, que les garde-fous institutionnels que sont les tribunaux indépendants ou des normes comme le souci «politiquement correct» des droits des minorités empêchent le système de transformer la légitime colère du peuple en politiques publiques. Dès lors, ce qu'ils promettent, ce n'est pas tant de s'éloigner d'un régime populaire que de le dévêtir de tous ses artificiels oripeaux libéraux –et d'incarner la seule vraie version de la vraie volonté du vrai peuple.

La Hongrie et la Pologne montrent ce qu'une telle idéologie donne en pratique. Autrefois célébrés pour le succès de leurs transitions démocratiques, ces pays sont désormais en première ligne du mouvement vers la démocratie illibérale. Depuis l'arrivée de Viktor Orbán au pouvoir à Budapest, voici six ans, son parti Fidesz aura sapé la cour constitutionnelle nationale, bourré les institutions gouvernementales, comme la commission électorale, de fidèles du parti et transformé les principaux médias en serviles usines à propagande. Au cours de l'année dernière, en Pologne, le parti Droit et Justice sera arrivé à peu près au même résultat en beaucoup moins de temps. Dans les deux pays, les droits libéraux les plus essentiels sont bien plus nombreux à être cassés que respectés.

L'establishment politique ne cesse de s'isoler des demandes du peuple et d'opter pour un genre de système avec droits mais sans démocratie

Les élites politiques sont effrayées par la vitesse avec laquelle la démocratie illibérale se répand, et on les comprend. Mais si les populistes appellent de leurs vœux un système politique équivalant à la démocratie libérale amputée d'une moitié, le fait est que les politiciens conventionnels sont de plus en plus nombreux à être tentés par un système tronquant l'autre moitié. Là où Trump et Le Pen veulent établir une démocratie illibérale, beaucoup de sensés centristes cherchent tranquillement leur salut dans ce que j'appellerais le «libéralisme non-démocratique». Si le peuple veut violer les droits des minorités mal-aimées, profilant l'avènement d'une démocratie sans droits, l'establishment politique ne cesse de s'isoler des demandes du peuple et d'opter pour un genre de système avec droits mais sans démocratie.

A n'en pas douter, le libéralisme non-démocratique conserve en général un vernis démocratique. Les salamaecs d'usage de la vie politique d'une démocratie supposée sont respectés: il y a des élections régulières, des grands discours, des campagnes acharnées et des votes parlementaires. L'appareil institutionnel censé contribuer à la traduction de la volonté du peuple en politiques publiques demeure. Et, pourtant, le but réel de ces institutions –laisser le peuple régner– est de plus en plus oublié. Pour quiconque disposé à regarder les choses avec scepticisme, l'inefficacité de ces institutions à exécuter la noble tâche qu'elles sont censées servir ne peut que crever les yeux.

Prenez le Congrès américain. Les législateurs sont censés représenter le peuple, mais les opinions des électeurs lambda n'ont que très peu d'influence sur Capitol Hill. Plus riches, plus blancs et bien plus susceptibles d'être diplômés d'une université d'élite que l'Américain moyen, les députés et les sénateurs américains ne ressemblent pas aux gens qu'ils sont supposés représenter. Mais le problème ne vient pas tant de ce qu'ils sont que de ce que le système les pousse à être. Pour être élus, les candidats doivent tirer leur épingle d'un jeu de primaires privilégiant un petit nombre d'idéologues radicaux. Pour financer leurs campagnes, ils doivent perpétuellement courir après les contributions, ce qui les rend dépendants du bon vouloir des financiers les plus fortunés. Et pour espérer une confortable retraite, ils doivent faire les yeux doux aux entreprises et aux lobbys qui seront les plus à même d'ouvrir les cordons de leur bourse lorsqu'ils quitteront leurs fonctions. Dès lors, comment s'étonner que les politologues étudiant le degré de concordance entre législations et préférences de la moyenne des électeurs concluent à une profonde déconnexion démocratique aux États-Unis, comme dans beaucoup d'autres prétendues démocraties occidentales?

De fait, les législations reflètent de moins en moins la volonté des peuples. Et plus important encore, de nombreux secteurs de la politique publique sont tout simplement exclus du processus législatif. Le Congrès américain n'est plus seulement contraint par des contrepoids traditionnels, comme la Cour suprême, mais subit aussi l'influence grandissante des experts, l'expansion de l'autonomie bureaucratique et l'essor de nouvelles organisations internationales. Les politiques économiques sont un cas d'école: certaines des décisions économiques les plus fondamentales sont désormais prises par des agences bureaucratiques indépendantes, comme la Réserve fédérale ou le Bureau de la protection financière du consommateur. Leur cadre général est dessiné par de grands

accords et traités internationaux, comme l'Aléna, et elles sont arbitrées par des institutions internationales, comme l'Organisation mondiale du commerce.

Si l'homme de la rue regarde le système politique d'un si mauvais œil, c'est notamment parce qu'il a conscience d'avoir été largement écarté de ses décisions les plus cruciales. Sauf que l'indifférence accrue du système à la demande populaire s'explique aussi par la montée en puissance des populistes illibéraux, qui donnent à l'establishment politique de bonnes raisons de s'isoler de la colère du peuple. Et le balancier d'osciller entre démocratie illibérale et libéralisme non-démocratique, selon des mouvements de plus en plus larges.

Préférences illibérales de l'électeur moyen

Le résultat du référendum britannique sur la sortie de l'Union Européenne est une parfaite illustration des tensions entre démocratie illibérale et libéralisme non-démocratique.

Difficile, même pour les défenseurs les plus passionnés de l'UE, de nier qu'elle souffre effectivement d'un grave déficit de démocratie. Le gros du pouvoir de l'institution réside dans la Commission européenne, dirigée par des bureaucrates de carrière, et dans le Conseil européen, qui représente les gouvernements des États membres. Si le Parlement européen est censé, en théorie, offrir un contrepois démocratique à un processus élitiste, il est en pratique bien inoffensif: élu par une toute petite proportion d'électeurs, qui ne savent globalement pas ce qu'elle fait au quotidien, l'institution n'a que très peu de pouvoir formel. En dépit de toutes ses réussites, l'UE est l'une des preuves les plus criantes de l'existence du libéralisme non-démocratique.

La résistance à l'Union européenne a longtemps été particulièrement forte chez les Britanniques, dont la tradition est de vanter la souveraineté absolue dont jouit leur Parlement. Soumis, au sein de son propre parti, à une pression droitière de plus en plus forte, David Cameron accepta un référendum sur l'adhésion à l'UE. Offrir au peuple un exceptionnel simulacre de démocratie plébiscitaire, espérait-il, allait «crever l'abcès» de l'euroscépticisme une bonne fois pour toutes.

Sauf qu'il y avait un tout petit problème avec son plan: quand ils se virent offrir un doigt de démocratie plébiscitaire, les Britanniques décidèrent de s'emparer du bras entier. Emboîtant le pas de leurs supérieurs, ils prirent un grand plaisir à les abasourdir de leur désobéissance. Et s'il existe des arguments parfaitement légitimes de détester l'UE, les sondages ne laissèrent aucune place au doute quant aux réelles raisons de l'amour du Brexit chez la plupart des Britanniques. Si les euroscéptiques purs et durs ayant appelé le référendum de leurs vœux avaient été soucieux de souveraineté, la majorité des électeurs s'emparèrent de l'occasion pour exprimer leur ressentiment illibéral. Qu'importe ses intentions et ses objectifs, le référendum allait se transformer en plébiscite pour ou contre l'immigration.

Un peu comme les parents de Toto qui lui disent qu'il peut manger absolument ce qu'il veut au dîner, et se mordent ensuite les doigts quand il leur répond désirer une assiette de sauterelles agrémentées d'une boule de glace vanille, bon nombre de politiciens britanniques ont été tentés par la marche arrière à l'annonce des résultats. Ne pouvaient-ils pas négocier une sorte d'arrangement pour sortir formellement de l'Union européenne tout en conservant les choses les plus importantes en l'état? Ou alors, n'était-il pas possible d'organiser un second référendum, dans l'espoir qu'il produise un autre résultat? Face à l'expression la plus flagrante du niveau d'illibéralisme de leurs concitoyens, la tentation de subvertir les procédures démocratiques censées traduire de telles inclinations en politique publique réelle furent –et c'est compréhensible– des plus fortes.

Theresa May allait finir par tuer l'espoir d'un Brexit signifiant moins que le Brexit. Le peuple avait eu le luxe rare d'exprimer son opinion, et il aurait été bien trop embarrassant de renier une promesse aussi considérable, admit-elle. Si Toto insistait, on allait lui servir ses criquets à la vanille, mais

juste pour cette fois. Comme tout parent apprend de l'expérience et vient à se méfier de l'enfant-roi, la classe politique aura globalement interprété le Brexit comme une mise en garde contre l'irrationalité des référendums populaires. A tout le moins, l'événement aura servi de pense-bête sur l'importance de tenir à distance les préférences illibérales de l'électeur moyen.

Décomposition

La démocratie libérale est en train de se décomposer. Au cours des prochaines décennies, une grande partie du monde sera confrontée au choix tragique entre démocratie illibérale, ou la démocratie sans droits, et libéralisme non-démocratique, ou les droits sans démocratie.

Mais si les choses se déroulent ainsi, il est peu probable qu'il s'agisse du fin mot de l'histoire. Quand des démocrates illibéraux passent de mode, ils ne sont pas du genre à laisser tomber le pouvoir. Ce qui commence par une volonté sincère de porter la parole du peuple se transforme bien trop souvent en franche dictature. Une logique étrangement similaire pourrait s'appliquer au libéralisme non-démocratique: forcé de se défendre contre les assauts des populistes illibéraux, il pourrait recourir à des moyens de plus en plus illibéraux pour dompter ses adversaires. A long terme, le destin de la démocratie illibérale et du libéralisme non-démocratique pourrait être farouchement identique et, petit à petit, s'orienter vers la dictature totale.

Quand on regarde la Turquie, difficile de trouver illustration plus criante de cette prédiction. Pendant des décennies, le pays aura été un cas relativement classique de libéralisme non-démocratique: dans une contrée profondément religieuse, une petite et laïque élite protégeait des minorités ethniques et confessionnelles en combattant toute tentative de faire passer des lois inspirées par l'islam. Lorsqu'un gouvernement jouissant de l'adhésion populaire voulait remettre la religion au centre de la vie publique, l'armée n'était jamais loin pour le renverser s'il franchissait les limites du supportable. Puis Erdogan réussit à mener un parti islamique apparemment modéré vers la victoire politique et à briser le pouvoir de l'élite laïque. Pendant des années, des observateurs extérieurs ont espéré qu'il transforme la Turquie en vraie démocratie, avec des musulmans zélés pouvant participer entièrement à la vie politique et sociale, sans pour autant violer les droits des minorités laïques ou religieuses. Un espoir qui allait progressivement s'évanouir. Il ne fallut pas longtemps à Erdogan pour faire adopter des législations illibérales, de nouvelles restrictions imposées sur la vente d'alcool à des mesures de plus en plus extrêmes contre les journalistes et les universitaires.

AFP / ARDEM ALTAN/

Le coup d'État manqué n'aura pas été autre chose que l'épreuve de force finale entre les deux côtés d'une bien vilaine médaille. Si le putsch avait réussi, les factions victorieuses de l'armée auraient sans doute restauré certaines libertés libérales, notamment en revenant à une version plus laïque de la Turquie. Mais en même temps, elles auraient jeté aux orties le moindre semblant de démocratie. La liberté de boire de l'alcool dans les rues d'Istanbul aurait été achetée par l'incapacité pour quiconque de révéler le fond de sa pensée sur le nouveau gouvernement militaire.

Avec l'échec du putsch, le résultat n'aura pas été si différent. Brûlant depuis si longtemps de resserrer son emprise sur la Turquie, Erdogan ne pouvait que sauter sur l'occasion. Dans les trois jours qui ont suivi le coup d'État manqué, il a suspendu de leurs fonctions près de 30.000 fonctionnaires, révoqué 21.000 enseignants, placé 6.000 soldats en détention et ordonné à tous les 1.577 doyens d'université de lui remettre leur démission. Et la purge n'a toujours pas marqué le pas: en un mois, ce sont plus de 26.000 personnes qui ont été arrêtées. Élu comme un tribun du peuple, Erdogan a désormais amassé tant de pouvoir qu'il peut même se permettre d'ignorer son électorat.

Cette démocratie illibérale qu'il aura patiemment instituée au cours de la dernière décennie a enfin fait tomber le masque pour révéler le visage hideux de la dictature.

Disparitions des facteurs favorables

Au regard des normes historiques, la stabilité des démocraties libérales aura été extraordinaire. Des pays pauvres ont beaucoup de difficulté à maintenir un régime démocratique. Certains pays riches, notamment ceux tirant leur richesse du pétrole, ont toujours été contrôlés par des autocrates. Mais une fois qu'un pays riche réussit sa transition démocratique, cette forme de gouvernement est verrouillée. Il s'agit sans doute d'un des faits les plus indéniables que la science politique peut nous offrir. Jamais, dans l'histoire, une démocratie riche et consolidée ne se sera effondrée. Pas une seule fois.

Avec un tel fait, facile d'attribuer la stabilité des institutions politiques occidentales à ses attributs fondamentaux: le suffrage universel, l'État de droit, l'équilibre des pouvoirs, les droits individuels. Chaque pays a son propre récit généalogique pour expliquer sa propre implantation démocratique. Aux États-Unis, on célèbre le génie des Pères fondateurs, en France, les héroïques et vertueux visionnaires des barricades, en Grande-Bretagne, l'essor fortuit d'institutions pluralistes issues des compromis sanglants conclus entre grande et petite noblesse. Mais qu'importe les spécificités des mémoires et des mythes nationaux, le triomphalisme final est remarquablement identique dans tous les pays démocratiques. La question du meilleur régime possible, qui aura animé la plume de penseurs allant de Socrate à Rousseau, est a priori résolue. La fin de l'histoire est arrivée.

Une histoire heureuse qui omet plusieurs éléments si formateurs pour notre monde politique qu'il est aussi facile d'oublier combien, eux aussi, sont extraordinaires au regard des normes historiques. Durant toute l'histoire de la stabilité démocratique, les citoyens ordinaires ont vu leurs revenus augmenter rapidement. Durant toute l'histoire de la stabilité démocratique, les démocraties ont toujours été les pays les plus puissants au monde. Et durant toute l'histoire de la stabilité démocratique, les démocraties ont été largement homogènes.

Au cours des dernières décennies, tous ces facteurs ont disparu les uns après les autres. Le niveau de vie stagne. L'essor de la Chine menace l'hégémonie américaine. Les démocraties d'Amérique du Nord et d'Europe occidentale n'ont jamais été aussi diverses.

L'histoire n'est d'aucun secours pour nous dire comment les démocraties libérales s'en sortiront en de telles circonstances, et nous commençons à peine à saisir quels effets ces transformations pourraient avoir. Et ce que nous disent les quelques éléments de preuve que nous avons aujourd'hui à notre disposition, c'est que la réponse à la question risque de ne pas être très jolie.

Rupture de la promesse économique

Depuis la fondation de la république américaine, à chaque génération, le citoyen médian pouvait se targuer d'être beaucoup plus riche que ses parents, et avait de bonnes raisons d'espérer que ses enfants s'en sortent encore mieux que lui. De fait, depuis que l'encre de la Déclaration d'indépendance a séché, une large majorité d'Américains auront terminé leur vie avec un niveau de confort qu'ils auraient rarement pu imaginer durant leur enfance. De 1935 à 1960, le niveau de vie de l'électeur médian aura quasiment doublé. De 1960 à 1985, il a encore été multiplié par deux. Entre 1985 et 2010, il n'a pas bougé.

Depuis, le PIB américain, le Dow Jones et les revenus des riches sont tous remontés des abysses de la Grande Récession. Mais les revenus de la plupart des Américains ont à peine augmenté. Le gros des citoyens américains n'ont pas profité de réels gains économiques depuis l'élection de George H.W. Bush.



Si les statistiques mentent, c'est souvent parce que les moyennes camouflent la vérité. La stagnation du niveau de vie cache la croissance phénoménale en revenus et en capital des Américains les plus riches. Et elle cache aussi le remarquable déclin en revenus et en capital des Américains les plus pauvres. Une réalité qui concerne bon nombre d'Américains hispaniques et noirs qui, plus que tout autre groupe démographique, sont susceptibles de travailler dans le secteur ouvrier, qui aura vu ses salaires diminuer en valeur réelle. Mais la réalité est encore plus amère chez les blancs aux attentes aussi élevées que leurs qualifications sont limitées et leurs salaires horaires en chute libre –soit, en d'autres termes, certains des partisans les plus énamourés de Donald Trump.

L'attrait de la démocratie illibérale ne peut être compris en faisant abstraction de cette histoire économique. La fortune des populistes ne suit pas forcément le cycle conjoncturel, ni même la courbe du chômage. Et ce ne sont pas non plus forcément les plus pauvres ou ceux qui ont le plus perdu dans la mondialisation qui accourent vers eux en nombre. Pour comprendre au mieux cette histoire, il convient d'élargir le champ: depuis les origines de la démocratie, le contrat de base proposé par les élites politiques était d'offrir aux gens ordinaires une augmentation significative de leur niveau de vie d'une génération à l'autre. Tant que l'accord était respecté, les gens acceptaient de s'en remettre à la classe politique. Mais maintenant que le deal a été rompu –et rompu de manière spectaculaire–, ils ne se sentent plus tenus à leur part du marché. Et ils sont ainsi très nombreux à caresser l'espoir que les démagogues illibéraux, qui les courtisent avant tant d'assiduité, réussiront à mieux les servir que les traîtres actuellement au pouvoir.

Des tensions renaissantes sur l'immigration et l'identité

Dans la plupart des régions d'Europe, il aura fallu, pour que la démocratie s'enracine profondément, les massacres et les expulsions de la Seconde Guerre mondiale, qui auront largement homogénéisé des pays auparavant riches en minorités. Dans ces endroits, la démocratie est une création de l'État-nation et pour les étrangers, l'adhésion à ces nations a toujours été difficile et incomplète. Un Allemand, un Italien ou un Suédois était censé avoir telle apparence et telle ascendance ethnique. Si tous les Allemands ne sont pas blonds, ni le teint de tous les Italiens olivâtre, il allait sans dire qu'un noir, un asiatique ou un ressortissant du Moyen-Orient n'était ni Allemand ni Italien.

Aux États-Unis ou au Canada, l'histoire est un peu plus complexe, vu que l'adhésion à ces nations s'est toujours fait sur la base d'aspirations mutuelles pour un avenir collectif, pas sur des origines partagées et des ancêtres communs. Sauf que même aux États-Unis, les égards accordés à la diversité étaient secrètement –et même pas si secrètement que ça– fondés sur deux éléments d'importance: que la supériorité économique et sociale des blancs ne devait pas être remise en question, et que des groupes ethniques ou religieux particuliers ne pouvaient pas être associés à des menaces physiques contre la sécurité des citoyens américains. Ce que les États-Unis ont connu pendant les quelques années où ces conditions n'ont pas été remplies traduit l'évidence. Pendant la Première Guerre mondiale, les immigrés d'origine allemande furent largement suspectés de déloyauté et la vie associative germano-américaine, jadis florissante, disparut en moins de deux. La Seconde Guerre mondiale fut encore pire: au lendemain de Pearl Harbor, les Américains d'origine japonaise furent désignés comme ennemis étrangers et rapidement internés.

Les fragiles fondations de l'inclusion ethnique expliquent pourquoi les tensions sur l'immigration et l'identité raciale ont été si fortes ces deux dernières décennies. En Europe, des pays comme l'Italie et l'Allemagne se sont difficilement faits à l'idée qu'ils étaient effectivement des «pays d'immigration» et qu'ils ne pouvaient pas éternellement refuser leur citoyenneté aux individus d'ascendance turque ou moyenne-orientale. Parallèlement, en Amérique du Nord, beaucoup de membres des minorités ethniques et/ou religieuses ont accédé à des positions sociales aussi élevées qu'historiquement inédites pour eux et mis en péril au sein de la majorité la confortable idée d'une domination immuable.

Les terroristes ont allumé une mèche mise en place par d'autres

Des deux côtés de l'Atlantique, ces transformations –autant culturelles qu'elles sont économiques ou politiques– n'ont eu de cesse de stimuler l'aigreur de la majorité ethnique. Le plomb était en place, et il était relié à des tonnes de dynamite. Les terroristes n'avaient plus qu'à allumer la mèche.

Telle est la conséquence politique majeure de la série d'attentats islamistes spectaculaires qui ont pu endeuiller les démocraties libérales occidentales depuis le 11-Septembre: le niveau de menace constant a progressivement poussé l'opposition du «eux» et du «nous», jadis élément parmi de nombreux autres du débat, en première ligne des clivages et de la mobilisation politiques.

Dans tous les pays, à toutes les époques, la vie politique est définie par des questions fondamentales qui déterminent votre place sur l'échiquier. Dans certains pays, ces questions sont d'ordre socio-économique: êtes-vous pour les industriels ou les propriétaires terriens, pour le prolétariat ou pour la bourgeoisie? Dans d'autres, les questions sont religieuses ou ethniques: êtes-vous pour les protestants ou pour les catholiques, pour les Luo ou pour les Kikuyu?

L'attentat de Nice est une énième arme dans l'arsenal de Marine Le Pen, qui lui permettra de subvertir la liberté, l'égalité et la fraternité

Ces «clivages» politiques peuvent être un élément productif de la vie démocratique, un moyen d'équilibrer les intérêts de différents groupes qui se mobilisent pour défendre les leurs. Mais ils font toujours courir le risque que, s'ils deviennent trop profonds, les gens des deux côtés du fossé en viennent à ne plus se reconnaître les uns les autres comme des concitoyens voulant servir des intérêts légitimes. Quand une victoire électorale offre un prétexte pour assujettir une minorité; quand deux groupes pourraient conserver formellement la citoyenneté d'un même pays, mais que l'État devient ni plus ni moins qu'un simple comité de défense des intérêts de la faction la plus ancienne. Et c'est la menace que fait aujourd'hui peser le terrorisme islamiste autant sur l'Amérique du Nord que sur l'Europe occidentale: creuser un clivage préexistant dans la majorité des démocraties libérales jusqu'à en faire un instrument de tyrannie.

Malgré leur haine réciproque, les populistes et les terroristes vivent dans une étrange symbiose: plus les musulmans se sentent marginalisés dans les sociétés occidentales, plus Daech n'a qu'à se baisser pour recruter des soldats pour sa cause mortifère. Et plus des terroristes ayant grandi dans les pays qu'ils attaquent tuent des innocents au nom de l'islam, plus il est facile pour les populistes d'inciter leurs électeurs à s'opposer aux protections démocratiques des minorités religieuses et ethniques. Vu sous cet angle, l'attentat de Nice est une énième arme dans l'arsenal de Marine Le Pen, qui lui permettra de subvertir la liberté, l'égalité et la fraternité: une énième cause d'effroi dans la population, un énième prétexte pour voir la politique dans la seule perspective d'un endogroupe ethnique, et un énième exemple que Le Pen peut prendre pour affirmer que les immigrés musulmans n'ont tout simplement pas leur place en France.

Les terroristes, comme le veut une pieuse opinion, n'auront jamais suffisamment de pouvoir pour démolir les principes de la démocratie libérale. Ce qui est vrai, aussi loin que cette notion puisse aller. Sauf qu'elle ne va pas très loin. Comme le démontrent les conséquences politiques de l'attentat de Nice –et d'Orlando, et de Bruxelles et de Wurtzbourg–, il semble de plus en plus probable que nous les laissions gagner en faisant nous-mêmes le gros de leur boulot.

La question politique la plus pressante de notre époque actuelle est donc la suivante: comment faire pour éviter cette catastrophe? Quelles réformes sont nécessaires pour rétablir les fondations sociales et économiques de la démocratie libérale? Et comment donner aux valeurs démocratiques libérales suffisamment de pouvoir de conviction pour qu'elles remportent la bataille des idées contre Donald Trump et consorts?

L'énergie intellectuelle est chez les opposants au libéralisme

L'habitude est mère d'indifférence. Une formule jadis convaincante grâce à une image saisissante ne l'est plus, car nous nous sommes habitués à sa signification littérale; les linguistes appellent cela une métaphore morte. Aller tous les jours au travail avec la voiture qui nous faisait saliver chez le vendeur voici encore quelques mois ne nous donne plus le même plaisir; les économistes appellent cela l'adaptation hédonique. La personne qui nous faisait autrefois chavirer le cœur entre dans la pièce et nous ne la remarquons quasiment pas; les grandes personnes appellent cela le mariage.

C'est ce genre de processus d'habituation qui aura terni l'attrait de nos valeurs politiques les plus fondamentales. Les idéaux de la démocratie libérale font aujourd'hui partie de notre quotidien. Nous savons que le peuple est censé régner et que tous les citoyens ont droit aux mêmes libertés fondamentales, qu'importe leur race, leurs croyances ou leur religion. Mais c'est justement parce que nous baignons dans ces idées, et depuis si longtemps, que nous avons commencé à oublier leur signification et leur grandeur. «La tendance fatale de l'espèce humaine à laisser de côté une chose dès qu'il n'y a plus de raison d'en douter», avertissait avec tant de clairvoyance John Stuart Mill dans *De la liberté*, «est la cause de la moitié de ses erreurs».

Et tandis que les professeurs d'instruction civique font réciter les idéaux des Pères fondateurs, et que le soubassement politique des principaux médias grand public, du *Time* au *Huffington Post*, est si vaguement «libéral», l'énergie intellectuelle est aujourd'hui passée du côté des opposants au libéralisme.

Voici encore quelques décennies, les critiques droitières de la démocratie libérale étaient globalement confinées à quelques zinzins et autres nostalgiques obsédés par le retour à un quelconque âge d'or que leur esprit malade portait aux nues –le fascisme et le nazisme en Europe ou la Ségrégation aux États-Unis. Leurs idées étaient terrifiantes et auront eu, de temps en temps, une influence réelle. Mais il était évident qu'elles étaient moribondes et que leur état de décomposition avancée ne pouvait que leur faire gagner en ridicule à chaque nouvelle année.

Depuis le tournant du millénaire, la situation a changé du tout au tout. L'idée voulant que les alternatives d'extrême-droite à la démocratie libérale soient invariablement un vestige du passé est, en elle-même, une relique d'un âge révolu. La démocratie illibérale, le genre de régime que l'extrême-droite appelle aujourd'hui de ses vœux, que ce soit aux États-Unis, au Royaume-Uni, en France ou encore en Turquie relève, à de très nombreux égards, d'une invention nouvelle –et n'ambitionne rien d'autre que de faire main basse sur le futur. Son considérable attrait et sa propagation rapide, si douloureusement compactés dans la semaine du 11 juillet 2016, montrent que cette aspiration ne doit pas être prise à la légère. Pour garantir un avenir qui ne soit pas la seule propriété de la démocratie illibérale, ses adversaires devront s'atteler à la pénible besogne qu'est la résistance politique –et accepter de dépasser leurs propres et profondes divisions pour coopérer contre un ennemi commun.

Comme dans les années 1920, lorsque la démocratie libérale fut pour la première fois prise sous un feu mortel à travers le monde, cette disposition à œuvrer de concert pour faire face à une menace d'extrême-droite est loin d'être garantie. Personne ne devrait être davantage effrayé par la montée du populisme illibéral que la gauche. Et pourtant, au sein de la gauche, que ce soit en Europe ou en Amérique du Nord, le terme «libéral» n'a jamais autant été considéré comme une insulte. De fait, une proportion croissante de militants de gauche auront transformé leur compréhensible colère contre les nombreuses défaillances du statu quo en rejet complet des valeurs politiques fondamentales de notre époque. Parce que, selon eux, des idéaux contredits de manière aussi flagrante en pratique ne doivent forcément pas valoir tripette en théorie, les voilà qui abandonnent, eux aussi, les principes fondamentaux de la démocratie libérale.

Si Donald Trump vilipende les musulmans dans ses discours, alors, pensent-ils, il est temps d'accepter que la liberté d'expression est un concept démodé. Si des policiers tuent des noirs innocents, alors, pensent-ils, l'idéal de neutralité étatique vis-à-vis de différents groupes ethniques n'est rien d'autre qu'un outil de domination blanche. La société qu'ils souhaitent, ce n'est pas une société où les idéaux démocratiques seraient mieux concrétisés qu'ils ne le sont aujourd'hui –c'est une société où ces idéaux sont sacrifiés au nom de la justice sociale.

Comment tenir le centre?

Les éléments les plus écervelés de la gauche vont même jusqu'à considérer l'essor de leurs ennemis comme une opportunité stratégique. Parce qu'ils estiment que les choses iront en s'aggravant avant d'aller en s'améliorant, leur désir le plus urgent est de renverser le statu quo. Refusant d'admettre la moindre différence réelle entre les politiques souhaitées par Trump et les autres et celles voulues par Clinton et compagnie, ils préfèrent l'agent du chaos, qu'importe qu'il soit violent, au défenseur de l'ordre politique actuel, qu'importe qu'il soit raisonnable.

AFP / JUSTIN TALLIS.

Et c'est donc aux centristes de devenir les ultimes défenseurs sans équivoque du libéralisme. Mais coincés entre une droite ouvertement autoritaire et une gauche de plus en plus illibérale, ils se sont mis à chercher refuge dans de nouvelles formes de gouvernement technocratique. A court terme, les remparts non-démocratiques qu'ils peuvent construire contre les opinions illibérales protègent effectivement les droits des minorités. Mais en ne sentant pas l'urgence de la situation et en manquant de vision, ils ne cherchent même pas à prendre la montée populiste à la racine, en s'occupant par exemple du problème du niveau de vie. A long terme, tout cela est très dangereux. L'exclusion du peuple du processus politique, surtout quand il se double d'une réticence (ou d'une incapacité) à faire passer de réelles réformes économiques, ne servira qu'à exacerber encore un peu plus les passions illibérales, et à retourner de plus en plus de citoyens contre la démocratie libérale.

Parmi les signes les plus inquiétants de notre époque, le plus préoccupant est sans doute le fait que ceux qui croient à la fois à la démocratie et au libéralisme, à la fois au gouvernement du peuple et aux droits individuels, n'ont cessé de se terrer dans une posture défensive. Ils cherchent à sauver ce qu'ils savent être estimable, et pourtant ils n'arrivent plus à expliquer clairement ce qui, dans la réalité contemporaine, mérite d'être défendu et pourquoi. Et tant finissent par rassembler ce qui leur reste d'énergie pour étayer autant les poutres saines que les vermoulues de notre ordre politique en voie d'effondrement. Au lieu d'imaginer quelles politiques sociales et économiques seraient les plus à même d'apaiser la colère populaire, et d'exaucer les promesses de la démocratie libérale, ils cherchent leur salut dans l'immobilité.

Pour combattre les terroristes et les populistes, pour vaincre les conspirateurs de putschs non-démocratiques et les tribuns illibéraux propulsés au pouvoir par la colère noire d'une époque instable, il faudra que les démocrates libéraux soient à la hauteur de leurs valeurs –et qu'ils développent l'imagination radicale si nécessaire si nous voulons recréer les conditions qui, un jour, ont permis la stabilité du système. Il faut de nouvelles politiques économiques pour assurer aux gens ordinaires les gains économiques sur lesquels ils pouvaient compter lors des précédentes décennies. Parallèlement, des institutions démocratiques nées au XVIIe siècle devront restaurer la promesse du gouvernement populaire en y incorporant les technologies du XXIe.

Au regard des cruelles normes historiques, les dernières décennies ont été extraordinairement sereines. De jour en jour, l'hypothèse que nous puissions dire la même chose des décennies à venir devient de moins en moins probable. Il semble que des changements radicaux nous attendent au tournant. La question, ce n'est plus de savoir si nous pouvons préserver notre ordre politique dans sa

forme actuelle (nous ne le pouvons probablement pas). Mais de réfléchir aux réformes nécessaires pour assurer que cette combinaison, fragile et précieuse, de libéralisme et de démocratie n'en vienne pas à disparaître complètement de la face de la terre. Si le centre est à tenir –s'il nous faut sauver le meilleur de notre ordre politique imparfait–, alors il y a énormément de choses à changer.

<http://www.slate.fr/story/122365/mort-democratie>